

ADA

COMPTES CONSOLIDES

31 DECEMBRE 2019

A – Bilan consolidé en normes françaises	3
B – Compte de résultat consolidé en normes françaises	4
C – Tableaux de flux de trésorerie consolidés	5
D – Variation des capitaux propres consolidés.....	5
E – Notes annexes aux comptes consolidés.....	6
1 – Informations relatives à l’entreprise	6
2 – Principes comptables et modalités de consolidation.....	6
2.1. Principes de consolidation	6
2.2. Immobilisations incorporelles.....	7
2.3. Immobilisations corporelles	7
2.4. Modalités d’évaluation des dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.....	7
2.5. Titres de participation	7
2.6. Stocks	7
2.7. Créances clients.....	7
2.8. Résultat courant.....	7
2.9. Impôts différés et impôts courants.....	8
2.10. Résultat exceptionnel.....	8
2.11. Résultat net par action.....	8
2.12. Provision pour engagements de retraite et indemnités de départ.....	8
2.13. Date de clôture des comptes.....	8
3 – Périmètre de consolidation.....	9
4 - Notes sur le bilan et le compte de résultat	9
4.1. Écarts d’acquisition	9
4.2. Immobilisations incorporelles	9
4.3. Immobilisations corporelles	10
4.4. Immobilisations financières	11
4.5. Créances clients et autres créances	11
4.6. Comptes de régularisation	11
4.7. Trésorerie nette.....	12
4.8. Capitaux propres consolidés	12
4.9. Provisions pour risques et charges.....	14
4.10. Emprunts et dettes financières	14
4.11. Dettes fournisseurs et autres dettes.....	14
4.12. Chiffre d’affaires.....	15
4.13. Autres produits d’exploitation	15
4.14. Charges de personnel.....	15
4.15. Autres charges d’exploitation	16
4.16. Résultat Financier.....	16
4.17. Résultat Exceptionnel.....	16
4.18. Impôts sur le résultat	16
4.19. Résultat par action	18
4.20. Informations relatives aux parties liées	18
5 - Autres informations	19
5.1. Engagements	19
5.2. Objectifs et politiques de gestion des risques.....	21
5.3. Montants des honoraires des commissaires aux comptes	22
5.4. Evènements importants postérieurs à la clôture.....	22
F – Passage des normes IFRS aux normes françaises au 1^{er} janvier 2019	23
Notes sur le passage des normes :	23
7.1- Tableau de retraitement du bilan au 31/12/2018	24
7.2- Tableau de retraitement du compte de résultat au 31/12/2018	25
7.3-Tableau de rapprochement des capitaux propres à l’ouverture et à la clôture de l’exercice 2018	25

A – Bilan consolidé en normes françaises

Actif		31/12/2019	31/12/2018
Écarts d'acquisition nets	note 4.1	627	693
Immobilisations incorporelles nettes	note 4.2	14 649	14 583
Immobilisations corporelles nettes	note 4.3	2 701	3 640
Immobilisations financières	note 4.4	535	603
Actif immobilisé		18 512	19 519
Stocks et en-cours nets	note 4.5	272	91
Avances et acomptes	note 4.5	7 856	1 697
Créances clients nettes	note 4.5	43 870	41 441
Autres créances d'exploitation	note 4.5	5 140	3 733
Autres débiteurs	note 4.5	17 185	15 893
Comptes de régularisation	note 4.6	910	1 392
Disponibilités	note 4.7	3 483	268
Actif circulant		78 717	64 515
Total actif		97 229	84 034

Passif		31/12/2019	31/12/2018
Capital		4 442	4 442
Primes et autres réserves consolidées		20 513	19 647
Résultat de l'exercice		4 307	3 790
Capitaux propres part du Groupe		29 262	27 879
Intérêts minoritaires		0	0
Capitaux propres totaux	note 4.8	29 262	27 879
Provisions pour risques et charges	note 4.9	94	75
Emprunts et dettes financières	note 4.10	22 891	20 267
Dettes fournisseurs	note 4.11	17 650	14 457
Autres dettes	note 4.11	23 776	18 396
Comptes de régularisation	note 4.6	3 556	2 960
Dettes		67 873	56 080
Total passif		97 229	84 034

B – Compte de résultat consolidé en normes françaises

		31/12/2019	31/12/2018
Chiffre d'affaires	note 4.12	98 766	90 987
Autres produits d'exploitation	note 4.13	10 926	8 652
Achats et variations de stocks		-2 888	-3 012
Charges externes	note 4.15	-74 834	-73 055
Impôts et taxes		-2 076	-1 558
Charges de personnel	note 4.14	-8 065	-7 571
Dotation aux amortissements et provisions		-7 252	-5 549
Autres charges d'exploitation	note 4.15	-9 716	-7 641
Résultat d'exploitation		4 861	1 253
Produits financiers		370	243
Charges financières		-185	-162
Résultat Financier	note 4.16	185	81
Résultat Courant des entreprises intégrées		5 046	1 334
Produits exceptionnels		6 337	9 536
Charges exceptionnelles		4 963	5 178
Résultat exceptionnel	Note 4.17	1 374	4 358
Impôts sur les bénéfices		2 046	1 780
Résultat net des entreprises intégrées		4 374	3 912
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	note 4.1	66	122
Résultat net de l'ensemble consolidé		4 307	3 790
Résultat revenant aux minoritaires		0	0
Résultat net part du Groupe		4 307	3 790
Résultat net par action	note 4.19		
de base		1.47€	1.29€
dilué		1.47€	1.29€

Etat du résultat global consolidé		31/12/2019	31/12/2018
Résultat net		4 307	3 790
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		0	0
Résultat global de la période		4 307	3 790
Dont part du Groupe		4 307	3 790
Dont part des intérêts non contrôlant		0	0

C – Tableaux de flux de trésorerie consolidés

		31/12/2019	31/12/2018
Résultat net		4 307	3 790
Dotations aux amortissements et aux provisions		3 084	2 335
Reprises des amortissements et provisions		-0	-71
Plus et moins-values de cession		-2 113	-4 535
Impôts différés	note 4.17	-38	21
Capacité d'autofinancement		5 240	1 540
Variation des frais financiers		-3	4
Variation de stocks	note 4.5	-181	19
Variation des créances d'exploitation	note 4.5	-9 995	-11 079
Variation des dettes d'exploitation	note 4.11	3 854	5 559
Variation des créances hors exploitation	note 4.5	-1 292	-7 838
Variation des dettes hors exploitation	note 4.11	3 746	-1 289
Variation des charges et produits constatés d'avance	note 4.6	1 116	-636
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		-2 755	-15 260
Flux net de trésorerie générés par l'activité		2 485	-13 720
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	note 4.2	-4 594	-3 096
Acquisitions d'immobilisations corporelles	note 4.3	-7 113	-8 252
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	notes 4.2 et 4.3	12 666	15 244
Acquisitions d'immobilisations financières	note 4.4	-51	-137
Cession d'immobilisations financières	note 4.4	119	163
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement		1 027	3 921
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	note 4.8	-2 923	0
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires		-2	-2
Encaissement provenant des emprunts		16 193	16 751
Décaissement provenant des emprunts		-14 874	-7 668
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement		-1 605	9 081
Variation de trésorerie		1 908	-717
Trésorerie nette à l'ouverture	note 4.7	-3 132	-2 415
Trésorerie nette à la clôture	note 4.7	-1 225	-3 132

D – Variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes et Réserves consolidées non distribuées	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts non contrôlant	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2018	4 442	19 649	24 091	0	24 091
Résultat 2018		3 790	3 790		3 790
Divers		-2	-2		-2
Dividendes					
Capitaux propres au 31/12/2018	4 442	23 437	27 879	0	27 879
Résultat 2019		4 307	4 307		4 307
Divers		-1	-1		-1
Dividendes		-2 923	-2 923		-2 923
Capitaux propres au 31/12/2019	4 442	24 820	29 262	0	29 262

E – Notes annexes aux comptes consolidés

Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Le Groupe ADA a décidé l'abandon des normes IFRS et le passage aux normes françaises pour l'établissement des comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2019.

Les informations financières établies au titre de l'année 2019 ainsi que les informations retraitées à titre de comparatif concernant le 31 décembre 2018 (bilan, tableau de flux de trésorerie et tableau de variation des capitaux propres) ont été préparés en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation selon le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-02.

1 – Informations relatives à l'entreprise

Le groupe ADA, constitué de la société et de ses filiales (le « Groupe »), a pour principale activité le développement et l'animation d'un réseau de franchisés qui exploitent des agences de location de véhicules sous l'enseigne ADA. Les franchisés sont des entrepreneurs indépendants qui gèrent de façon autonome leur activité, tout en respectant la charte de qualité liée au contrat de franchise.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable du Groupe, ainsi que les intérêts dans les entreprises associées.

Le Groupe fait partie du périmètre consolidé du groupe Rousselet.

En date du 23 mars 2020, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes consolidés au 31 décembre 2019, a autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe ADA au 31 décembre 2019. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires qui se tiendra courant juin 2020.

2 – Principes comptables et modalités de consolidation

Les comptes consolidés d'ADA SA et de ses filiales (le « Groupe ») de l'exercice 2019 ont été établis selon le règlement n°99-02 du Comité de Réglementation Comptable, alors que les comptes consolidés annuels de l'exercice précédent avaient été établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne. Ces comptes ont été retraités conformément au règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°99-02 pour des raisons de comparabilité.

Les règlements 2004-06 et 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatifs respectivement à la définition, l'évaluation et la comptabilité des actifs et à l'amortissement et la dépréciation des actifs ont été appliqués.

Les principes comptables significatifs retenus dans le cadre de l'établissement de ces comptes sont décrits ci-après.

2.1. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent, par intégration globale, les comptes de toutes les filiales significatives dont le Groupe détient directement ou indirectement et de façon durable le contrôle exclusif.

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont mises en équivalence. Les titres de participation qui ne sont pas consolidés sont inclus dans la rubrique immobilisations financières pour leur coût d'acquisition.

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé ont été éliminés.

L'écart de première consolidation constaté à l'occasion d'une prise de participation (différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de capitaux propres de la société à la date de l'acquisition) est, le cas échéant, affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie résiduelle non affectée étant portée à la rubrique « écart d'acquisition ».

L'écart d'acquisition est amorti ou non amorti en fonction de sa durée d'utilisation. Ainsi, l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée, est amorti linéairement sur cette durée, qui n'excède pas quarante ans et est déterminée en prenant en considération la nature spécifique de l'entreprise. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.
- dont la durée d'utilisation est non limitée, n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive et ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation favorable.

La conversion des comptes des entreprises étrangères est effectuée selon la méthode du cours historique : les éléments non monétaires sont convertis au cours historique, les éléments monétaires d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice, les produits et charges sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion constatés, tant sur le

bilan que sur le résultat sont portés, pour la part revenant au Groupe dans les capitaux propres part groupe, au poste « Ecart de conversion » et pour la part revenant aux minoritaires au poste « intérêts minoritaires ».

2.2. Immobilisations incorporelles

Les fonds commerciaux, marques, licences, brevets et droits au bail sont évalués au coût d'achat, les logiciels au coût d'achat et de développement.

Ils sont amortis selon le mode linéaire.

Les fonds commerciaux sont amortis sur une période n'excédant pas 25 ans. Les droits au bail identifiés séparément, ne sont pas amortis en raison de la protection juridique qui s'y attache.

Les coûts de développement des logiciels créés (y compris les coûts de déploiement ou de développement interne) sont portés à l'actif lorsqu'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Ces coûts sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée des logiciels, soit 7 ans à compter de la mise en service.

Les brevets sont amortis sur cinq ans, les logiciels sur un à trois ans.

2.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition augmenté, le cas échéant, par l'affectation des écarts d'évaluation.

Les amortissements sont calculés, selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilisation estimées des biens :

Constructions	25 ans
Agencements et aménagements divers	5 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	2 à 10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

2.4. Modalités d'évaluation des dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

Lors de chaque clôture des comptes, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur (valeur de marché, changements importants dans le mode d'utilisation...) un test de dépréciation est effectué pour le ramener à la valeur d'utilité du bien, si celle-ci est inférieure à la valeur nette comptable.

2.5. Titres de participation

Le poste « titres de participation » correspond au coût d'acquisition des titres des sociétés non consolidées ; s'il y a lieu, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur brute.

2.6. Stocks

Les stocks sont évalués au coût de revient.

2.7. Créances clients

Les créances clients sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les provisions pour dépréciation sont calculées selon la méthode suivante :

- 25% pour les créances supérieures à 6 mois
- 50% pour les créances supérieures à 12 mois
- 100% pour les créances supérieures à 18 mois

Une dépréciation complémentaire est effectuée en fonction des possibilités de recouvrement estimées au cas par cas à la date d'arrêt des comptes sur toutes les créances significatives.

2.8. Résultat courant

Les cessions de véhicules de transport de l'activité gestion du parc de EDA sont considérées comme ayant un caractère courant et non pas exceptionnel.

La valeur nette comptable est portée en « autres charges d'exploitation », tandis que le prix de cession est porté en « autres produits d'exploitation ».

2.9. Impôts différés et impôts courants

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les impôts différés ne sont inscrits à l'actif du bilan que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures.

2.10. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité courante de l'entreprise.

2.11. Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en rapportant le résultat net de l'exercice par le nombre de titres de la société à la date de clôture.

2.12. Provision pour engagements de retraite et indemnités de départ

Le Groupe applique la méthode préférentielle et comptabilise au passif du bilan, sous forme de provision, le montant correspondant aux engagements de retraite.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- prise en compte des facteurs de rotation de personnel et de mortalité
- taux d'augmentation des salaires : 1 %
- taux d'actualisation : 1,49 %

La provision est constatée au passif du bilan pour son montant brut augmenté des charges sociales calculées au taux de 30 %. Les variations liées aux écarts actuariels impactent directement le compte de résultat.

Un impôt différé, constaté en fonction de la déductibilité future de la charge, figure à l'actif du bilan.

2.13. Date de clôture des comptes

Les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3 – Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est le suivant :

Sociétés	Pourcentage d'intérêt	Méthode	Activité
ADA	Mère		Animation et développement du réseau de franchisés; agences en location gérance
EDA	99,94%	I.G.	Gestion du parc de véhicules, location longue durée du parc de véhicules et vente de services auprès des franchisés
ADA SERVICES	100,00%	I.G.	Prestations informatiques destinées tant aux franchisés qu'aux succursales et au siège de ADA et franchiseur deux roues
ADA COURTAGE	100,00%	I.G.	Courtage en assurance
POINT LOC	100,00%	I.G.	Agence de location courte durée et restructuration des agences Animation et développement d'un réseau de licenciés de marque
MOOVENDI	100,00%	I.G.	Mise à disposition de solutions de mobilité destinées au transport de personnes
TRANSPORT ADA	100,00%	I.G.	Mise à disposition de solutions de mobilité
ADA EXPRESS	100,00%	I.G.	Animation et développement d'un réseau de licenciés de marque
MOOVIN	100,00%	I.G.	Mise à disposition de solutions de mobilité destinées au transport de personnes
MOOVIN 2	100,00%	I.G.	Développement et commercialisation d'un concept de location de courte durée de véhicules

4 - Notes sur le bilan et le compte de résultat

4.1. Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'analysent ainsi :

	31/12/2018	Augmentations /Dotations	Diminutions /Reprises	Autres variations	31/12/2019
Écarts d'acquisition	4 196	0	0	0	4 196
Amortissements	3 503	66	0	0	3 569
Total Valeurs nettes	693	66	0	0	627

4.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent ainsi :

Montant brut	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2019
Marques, Licences	12 335	511	395	1 533	13 984
Droit au bail	202	5	5	0	202
Fonds de commerce	12 529	2 695	2 856	0	12 368
Avances et acomptes	1 584	1 383	0	-1 533	1 434
Total Valeurs brutes	26 650	4 594	3 256	0	27 988

Amortissements/provisions	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2019
Marques, Licences	8 394	1 303	53	0	9 644
Droit au bail	0	0	0	0	0
Fonds de commerce	3 673	405	383	0	3 695
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Total amort/provisions	12 067	1 708	436	0	13 339

Valeur Nette Comptable	14 583	2 886	2 820	0	14 649
-------------------------------	---------------	--------------	--------------	----------	---------------

Les acquisitions du poste « Marques, licences » sont principalement liées au développement du système d'information du réseau d'agences et de la gestion de la flotte.

Le groupe a acquis, au cours de l'exercice 2019, 19 fonds de commerce pour un montant total de 2 695K€, et a cédé 26 fonds de commerce pour un montant total de 2 856K€.

Si le groupe avait adopté la méthode préférentielle du crédit-bail, les immobilisations incorporelles seraient augmentées de 933K€ en valeur brute et 245K€ en VNC.

4.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent ainsi :

Montant brut	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2019
Véhicules	2 868	7 427	6 858	0	3 437
Autres immo. corporelles	2 878	610	1 614	644	2 518
Avances et acomptes	644	50	0	-644	50
Total Valeurs brutes	6 390	8 087	8 472	0	6 005

Amortissements/provisions	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31/12/2019
Véhicules	1 771	1 007	579	0	2 199
Autres immo. Corporelles	979	286	160	0	1 105
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
Total amort/provisions	2 750	1 290	739	0	3 304

Valeur Nette Comptable	3 640	6 797	7 733	0	2 701
-------------------------------	--------------	--------------	--------------	----------	--------------

La variation des acquisitions des immobilisations corporelles est principalement liée à la politique de gestion du parc d'EDA.

Si le groupe avait adopté la méthode préférentielle du crédit-bail, les immobilisations corporelles seraient augmentées de 9 823€ en valeur brute et 4 567K€ en VNC.

4.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent ainsi :

	31/12/2019	31/12/2018
Prêts au personnel et autres prêts	47	62
Dépôts et cautionnements	473	526
Divers	15	15
Total	535	603

4.5. Créances clients et autres créances

Les créances clients ne portent pas d'intérêts et sont en général payables entre 45 et 60 jours.

Les créances clients et autres créances s'analysent ainsi :

	Brut	Provisions	Net 31/12/2019	Net 31/12/2018
Stocks et en-cours	272	0	272	91
Avances et acomptes	7 856	0	7 856	1 697
Créances clients	54 298	10 428	43 870	41 441
Créances sociales et fiscales	5 140	0	5 140	3 733
Autres débiteurs	17 185	0	17 185	15 893
Total	84 751	10 428	74 323	64 247

Les autres débiteurs correspondent notamment à :

- des créances vis-à-vis des clients grands comptes pour 2 498K€
- des crédits-vendeurs pour 12 320K€
- des paiements attendus d'assurances suite à des sinistres pour 714K€
- des avoirs à recevoir pour 1 602K€

Balance âgée clients :

	31/12/2019	31/12/2018
Non échu	37 494	32 526
Moins d'un an	5 356	8 561
Entre un an et 5 ans	702	72
Plus de 5 ans	319	282
Total	43 870	41 441

4.6. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation s'analysent ainsi :

	31/12/2019	31/12/2018
Comptes de régularisation actifs	910	1 392
Comptes de régularisation passifs	-3 556	-2 960
Total	-2 646	-1 568

Les comptes de régularisation actifs sont des charges constatées d'avance, et correspondent notamment à des loyers immobiliers et à

des loyers à venir sur les véhicules acquis dans le cadre de contrats avec clause de rachat par le constructeur. Ce poste comprend également la quote-part d'écotaxe rattachée aux coûts de détention à venir des véhicules. Les bonus sur acquisitions de véhicules sont étalés sur la durée de détention de ces véhicules.

Les comptes de régularisation passifs sont des produits constatés d'avance, et correspondent principalement à la quote-part des bonus restant à étaler et à certains frais de remise en état facturés d'avance.

4.7. Trésorerie nette

La trésorerie nette se compose des éléments suivants:

	31/12/2019	31/12/2018
Comptes bancaires débiteurs	3 483	268
Comptes bancaires créditeurs	-4 708	-3 400
Trésorerie nette	-1 225	-3 132

4.8. Capitaux propres consolidés

Le capital social est fixé à 4 442 402,16 euros divisé en 2 922 633 actions d'une valeur nominale de 1,52 euros chacune. Il est entièrement libéré. Sur ces 2 922 633 actions, 31 577 actions ont un droit de vote double.

Le groupe contrôle le capital de façon à maintenir les capitaux propres à un niveau permettant d'assurer le bon déroulement des activités, le financement de ses investissements dans des conditions optimales et la création de valeur pour ses actionnaires.

La quote-part de pertes de l'année et des pertes antérieures revenant aux minoritaires est allouée au groupe et aux "intérêts non contrôlant" (anciennement intérêts minoritaires) en fonction de leur pourcentage de participation respectif, même si cela conduit à reconnaître des intérêts non contrôlant négatifs.

État des produits et des charges comptabilisés

La société n'a pas comptabilisé de produits ou de charge directement en capitaux propres et aucun changement de méthode ou correction d'erreur n'ont impacté les comptes en 2015, 2016 ou en 2017. Présenter un état des produits et des charges comptabilisés reviendrait donc à présenter les éléments du compte de résultat.

Réserves Stocks Options

En date du 24 juin 2011, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires a renouvelé l'autorisation donnée au Conseil d'Administration de consentir au bénéfice de tout ou partie des mandataires sociaux et/ou des membres du personnel du groupe, des options donnant droit à l'achat d'actions, acquises préalablement à l'attribution, et/ou à la souscription d'actions nouvelles de la société à émettre à titre d'augmentation de capital, dans la limite d'un nombre maximum de 292.263 actions d'une valeur nominale d'environ 1,52 euros, soit dans la limite de 10% du capital et dans la limite des options déjà attribuées en vertu des précédentes autorisations .

L'Assemblée Générale fixe à cinq ou dix ans, à compter de leur attribution, le délai de validité pendant lequel les options pourront être exercées. Le Conseil fixe les conditions d'attribution liées aux stock-options, notamment le prix d'exercice, selon certaines modalités imposées par l'Assemblée.

Suite à l'augmentation de capital du 16 octobre 2009, et afin de maintenir les droits des titulaires des stock-options existantes, le prix d'exercice et le nombre d'action sous options ont, le cas échéant, été ajustés.

Le détail des stocks options est le suivant :

Date des C.A. d'attribution	Options attribuées en circulation	Prix d'attribution
22/10/2001	1 419	28,58€
15/11/2002	6 742	22,09€
28/09/2005	12 640	10,92€
07/11/2006	12 642	13,55€
28/06/2010	40 928	8,68€
TOTAL	74 371	

Plan de stock options

En application des dispositions de la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis

le 1er janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés. A ce jour, seuls les plans émis le 15 novembre 2002, le 28 septembre 2005 et le 7 novembre 2006 entrent dans le champ de première application de la norme et sont évalués à la juste valeur. A la date d'attribution :

- Plan du 15 novembre 2002

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 7,90 euros, déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes-Merton employant les données suivantes :

1. Cours de l'action à la date d'attribution 22,33 € ;
2. Prix d'exercice : de 22,33 €, ajusté à 22,09 € le 16/10/2009 ;
3. Taux d'intérêt annuel de 2,65% ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 0 % ;
6. Hypothèse : les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chaque tranche.

- Plan du 28 septembre 2005

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 2,38 euros, déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes-Merton employant les données suivantes :

- 1 Cours de l'action à la date d'attribution 11,04 € ;
2. Prix d'exercice : de 11,04 €, ajusté à 10,92 € le 16/10/2009 ;
3. Taux d'intérêt annuel de 2,65% ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 0 % ;
6. Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chacune des 4 tranches sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

-Plan du 7 novembre 2006

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 3,55€ déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes- Merton employant les données suivantes :

1. Cours de l'action à la date d'attribution 13,69 € ;
2. Prix de l'exercice : de 13,69 €, ajusté à 13,55 € le 16/10/2009;
3. Taux d'intérêt annuel 3,20 % ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 20 % ;
6. Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chacune des 4 tranches sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

-Plan du 28 juin 2010

La juste valeur de chacune de ces options ressortait pour 1,95€ déterminée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes- Merton employant les données suivantes :

1. Cours de l'action à la date d'attribution 8,68 € ;
2. Prix de l'exercice : de 8,68 € ;
3. Taux d'intérêt annuel 2 % ;
4. Volatilité de 20% ;
5. Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 0 % ;
6. Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution de chacune des 2 tranches sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

Attribution d'actions gratuites

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 22 Mai 2006 a autorisé le Conseil d'Administration à procéder, à l'émission de 10 007 actions de la société Ada au maximum, représentant 0,6% du capital, d'une valeur nominale de 1,52 euros chacune, en vue de leur attribution gratuite aux salariés et/ou dirigeants de la Société.

Une première tranche de 2006 actions gratuites a été attribuée par le Conseil d'Administration du 28 septembre 2006. A l'issue de la période d'acquisition, il a été effectivement attribué 1 598 actions.

Le 15 novembre 2007, le Conseil d'Administration a décidé d'attribuer gratuitement un nombre de 1 564 actions supplémentaires. A l'issue de la période d'attribution, il a été effectivement attribué 1 054 actions.

La juste valeur de chacune des actions gratuites attribuées lors de la première tranche du 28 septembre 2006 ressortait à 13,803 € selon les données suivantes :

- 1- cours de l'action à la date d'attribution : 13,803€
- 2- Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 20%
- 3- Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription

La juste valeur des actions gratuites attribuées lors de la deuxième tranche du 15 novembre 2007 ressortait à 16,036 €

- 1- cours de l'action à la date d'attribution : 16,036 €
- 2- Hypothèse d'un taux de rotation du personnel de 20 %

3- Les droits seront acquis 2 ans après la date d'attribution sous condition de présence du bénéficiaire à la date de souscription.

Le coût correspondant à la juste valeur est étalé dans le résultat sur la période d'acquisition des droits.

La charge cumulée au 31 décembre 2019 depuis l'attribution des options et actions gratuites s'élève à 275 K€ sans impact sur les capitaux propres totaux puisque la réserve de stocks options est créditée en contrepartie de la charge constatée au compte de résultat.

4.9. Provisions pour risques et charges

L'évolution des provisions pour risques et charges est la suivante :

	01/01/2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2019
Provisions pour risques et litiges	18		0	0	18
Provision Indemnité départ en retraite	57	19	0		76
Total	75	19	0	0	94

Le solde des provisions pour risques et litiges au 31/12/2019 correspond à des contentieux.

4.10. Emprunts et dettes financières

La composition dettes financières est la suivante :

	Moins d'1 an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts auprès des établissements financiers	15 840	2 169	0	18 009	16 656
Dépôts de garantie	174	0	0	174	211
Soldes créditeurs bancaires	4 708	0	0	4 708	3 400
Total	20 722	2 169	0	22 891	20 267

Si le groupe avait adopté la méthode préférentielle du crédit-bail, les dettes financières seraient augmentées de 4 547K€ (dont 2 832K€ à 1 an, 1 716K€ de 2 à 4 ans et 0K€ à plus de 5 ans).

Les dettes financières sur lignes de crédit correspondent essentiellement au financement des acquisitions de véhicules, qui prennent la forme soit d'acquisitions fermes, soit d'acquisitions avec engagement de rachat par les constructeurs de ces mêmes véhicules. Dans ce dernier cas, la contrepartie de ces dettes financières correspond d'une part, à une créance à hauteur de l'engagement de rachat, et d'autre part, à des charges de loyers à étaler sur la durée de détention des véhicules.

Le montant des lignes de crédit disponibles non utilisées au 31/12/2019 s'élève à 0 K€.

Il n'existe aucun covenant lié aux emprunts et dettes financières.

4.11. Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes s'analysent ainsi :

	31/12/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs	17 650	14 457
Avances et acomptes reçus	1 424	894
Dettes fiscales et sociales	7 485	7 354
Dettes vis-à-vis des constructeurs	1 340	368
Comptes courants créditeurs	11 045	8 500
Dettes diverses	2 482	1 280
Total Autres dettes	23 776	18 396
Total	41 426	32 853

Les dettes n'ont pas porté intérêts.

Les dettes fournisseurs sont généralement payables à 30 jours fin de mois.

Les dettes vis-à-vis des constructeurs entrent dans le cadre des détentions de véhicules avec engagement de rachat et sont généralement payables à 60 jours.

4.12. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

	2019	2018	Var
Produits de locations directes de véhicules	3 626	2 483	+ 46 %
Produits franchise et autres services aux franchiseurs	95 140	88 504	+7 %
Total Chiffres d'affaires	98 766	90 987	+8 %

En ce qui concerne les produits de locations directes de véhicules, le groupe ADA a constaté une hausse de 46 % de son chiffre d'affaires car il y a plus d'agences en portage sur l'année.

4.13. Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'analysent comme suit :

	2019	2018
Production immobilisée	249	271
Reprises sur amortissements et provisions	3 057	1 473
Produits de cession sur épaves et vols	1 320	1 632
Produits de cession VP – VU	5 970	5 082
Transferts de charges	91	146
Produits divers	239	48
Total Autres produits d'exploitation	10 926	8 652

4.14. Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

	2019	2018
Charges salariales	5 456	5 309
Charges sociales	2 384	2 164
Participation	225	98
Total des charges de personnel	8 065	7 571

Les charges salariales sont constituées des salaires et traitements, et d'indemnités transactionnelles.

L'effectif au 31 décembre 2019 s'établit comme suit :

	2019	2018
Cadres	41	48
Agents de maîtrise, employés, ouvriers	47	64
Total	88	112

L'effectif moyen de l'exercice 2019 est de 112 personnes.

4.15. Charges externes et autres charges d'exploitation

Les charges externes s'analysent comme suit :

	2019	2018
Loyers divers	44 923	41 577
Entretien, maintenance et assurances	12 444	11 705
Honoraires et services extérieurs divers	13 948	16 033
Publicité, déplacements et autres frais divers	3 519	3 740
Total des charges externes	74 834	73 055

Les autres charges d'exploitation s'analysent comme suit :

	2019	2018
Pertes sur créances irrécouvrables	3 085	1 403
VNC sur épaves et vols	1 251	1 734
VNC ventes VP - VU	5 231	4 414
Charges diverses	149	90
Total des autres charges d'exploitation	9 716	7 641

4.16. Résultat Financier

	2019	2018
Lignes de crédit et découverts bancaires	-185	-162
Total des charges financières	-185	-162
Divers	370	243
Total des produits financiers	370	243
Résultat financier	185	81

4.17. Résultat Exceptionnel

	2019	2018
VNC des immobilisations incorporelles cédées	2 819	3 739
VNC des immobilisations corporelles cédées	1 455	1 091
Autres charges exceptionnelles	689	348
Total des charges exceptionnelles	4 963	5 178
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	4 766	8 383
Produits de cession d'immobilisations corporelles	1 492	1 047
Autres produits exceptionnels	79	106
Total des produits financiers	6 337	9 536
Résultat exceptionnel	1 374	4 358

4.18. Impôts sur le résultat

Périmètre d'intégration fiscale

Au 31 décembre 2019, le groupe d'intégration fiscale français, dont ADA est la société mère, est composé des sociétés suivantes :

- ADA
- EDA
- ADA SERVICES
- POINT LOC
- ADA COURTAGE
- MOOVENDI
- ADA EXPRESS
- TRANSPORT ADA
- MOOVIN
- MOOVIN 2

Preuve d'impôt

Le produit/charge d'impôt est principalement composé des éléments suivants :

	2019	2018
Impôt exigible	-2 084	-1 759
Impôts différés	38	-21
Charge d'impôt comptabilisé au compte de résultat consolidé	-2 046	-1 780

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt réelle du groupe est le suivant:

	2019	2018
Résultat de l'ensemble consolidé	4 307	3 790
Charge ou Produit d'impôt	-2 046	-1 779
Résultat avant impôt	6 353	5 569
IS (charge) au taux en vigueur de 31% (33,33% en 2018)	-1 969	-1 856
Charges non déductibles fiscalement	-39	55
Utilisation d'impôts différés actifs non activés et autres différences temporelles	-38	21
Charge d'impôt effectivement constaté	-2 046	-1 780
Taux effectif d'impôt	32,20%	31,94%

Impôts différés

Les sources d'impôts différés sont les suivantes :

	Bilan		Compte de résultat	
	31/12/2019	31/12/2018	2019	2018
<i>Passifs d'impôts différés</i>				
	0	0	0	0
Passifs d'impôts différés	0	0	0	0
<i>Actifs d'impôts différés</i>				
Retraites	20	15	5	3
Organic	15	16	-1	0
Participation	65	31	34	-24
Actifs d'impôts différés	100	62		
Produit d'impôts différés			38	-21

Les déficits fiscaux reportables ont été entièrement utilisés au 31/12/2019.

4.19. Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

	2019	2018
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires (K€)	4 307	3 790
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	2 922 633	2 922 633
Effets dilutifs sur options de souscription d'actions	0	0
Effets dilutifs sur attribution actions gratuites	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat dilué par action	2 922 633	2 922 633
Résultat par action (€/action)	1,47	1,29
Résultat dilué par action (€/action)	1,47	1,29

Les options de souscription d'actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours de l'action, ne sont pas considérées comme dilutives. L'effet dilutif est non significatif en 2019 et 2018.

4.20. Informations relatives aux parties liées

L'actionnaire principal du groupe est le groupe Rousselet, l'ultime société mère du groupe est la SAS Copag. Le groupe entretient des relations avec des filiales du groupe Rousselet et avec son Conseil d'Administration.

Le tableau suivant fournit le montant total des transactions qui ont été conclues avec les parties liées pour l'exercice.

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés au prix du marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont pas garantis et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. Aucune provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées n'a été enregistrée.

Les conventions avec les entreprises liées sont les suivantes :

Honoraires d'animation groupe avec la société Copag
Honoraires de mise à disposition de personnel par Assistance et Conseil,
Bail commercial consenti par la société Groupe Rousselet, et avance en compte courant,
Convention d'assistance administrative et financière par la société Nep Services,
Prestation de traitement des archives pour Novarchive.
Location de parking avec la société G7
Prestations et matériels informatiques avec la société Pragmatik
Convention occupation de parking avec le groupe Rousselet
Convention d'intégration fiscale avec l'ensemble des sociétés du groupe ADA
Convention de centralisation de trésorerie avec l'ensemble des sociétés du groupe ADA
Garantie à 1^{ère} demande émise par Ada au profit de lixbail en garantie des engagements souscrits dans le cadre du financement de la flotte Eda
Convention de mise à disposition du restaurant d'entreprise avec le groupe Rousselet

Il n'y a pas de rémunération allouée au titre de l'exercice aux membres clefs du management du groupe, des organes de direction et de surveillance.

Il n'y a pas d'avantage de retraite particulier lié à la fonction.

Il n'y a plus d'options de souscriptions d'actions accordées aux membres des organes de direction

Il n'y a pas de charge enregistrée sur l'exercice.

(en milliers d'euros)		Ventes aux parties liées	Achats auprès de parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
Entités qui contrôlent directement ou indirectement ADA					
Copag	2018	63	598	0	0
	2019	51	561	0	0
Groupe Rousselet	2018	0	611	80	8 572
	2019	7	620	81	11 118
Entités qui ont un manager clé en commun avec ADA					

Nep Services	2018	0	99	0	0
	2019	14	92	0	0
Assistance et Conseil	2018	5	658	0	1
	2019	5	726	0	0
Pragmatik	2018	19	327	0	0
	2019	41	364	0	0
Homebox	2018	96	0	30	1
	2019	96	1	36	1
Les Boxes	2018	381	10	11	1
	2019	417	6	70	26
Web & Tel	2018	6	53	0	1
	2019	7	30	2	0
Allo Taxi	2018	1	1	14	0
	2019	0	0	0	0
Mobil Box	2018	0	0	4	0
	2019	0	0	4	0
Novarchive	2018	78	30	18	7
	2019	94	30	3	0
Novarchive Holding	2018	8	0	1	0
	2019	8	0	0	0
Novarchive Toulouse	2018	16	0	4	0
	2019	20	0	0	0
Sevenity	2018	6	-4	0	0
	2019	8	0	0	0
Serenis	2018	17	176	0	14
	2019	17	35	0	0
Novarchive Lyon	2018	2	0	1	0
	2019	6	0	0	0
G7	2018	28	53	22	57
	2019	22	49	23	57
G IMMO TOULON 2	2018	0	31	0	0
	2019	0	15	0	0
SNC Garage G7	2018	0	0	0	0
	2019	11	0	0	1
Armadillo	2018	0	0	0	0
	2019	7	0	1	0

5 - Autres informations

5.1. Engagements

Les engagements ci-dessous correspondent à l'exhaustivité des engagements connus à ce jour.

Engagements sur locations de véhicules

	Total	A moins de 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	De 1 à 5 ans
Engagements donnés				
Paiements sur contrats de location simple envers les établissements financiers	18 856	7 581	4 867	6 408
Engagements reçus :				
Paiements sur contrats de location simple de la part des franchisés	19 836	7 818	5 277	6 740

Une partie de la flotte fait l'objet de contrat en location simple dans le cadre de montage structuré tripartite entre le groupe ADA, les constructeurs et les établissements financiers. Le Groupe ADA s'est engagé durant l'exploitation des véhicules à payer le loyer aux établissements financiers, il s'est engagé aussi à restituer le véhicule au constructeur.

Engagement sur les contrats de locations simples de bureaux et d'équipements

Le groupe a conclu des contrats de locations sur les locaux occupés (bureaux, agences...) et sur des équipements et matériels de bureau. Ces locations ont initialement une durée de 3 à 9 ans avec une option de renouvellement à l'échéance ou tacite reconduction. Les loyers sont, en règle générale, révisés chaque année pour tenir compte des conditions de marché. Aucun de ces contrats ne comprend d'option d'achat. Les principales caractéristiques de ces contrats se présentent ainsi :

	31/12/2019	31/12/2018
Échéancier des loyers minimum futurs à payer		
Loyers à moins d'1 an	9 486	3 196
Loyers compris entre 1 et 5 ans	3 885	7 158
Loyers à plus de 5 ans	187	1 478
Total	13 558	11 832

Engagement sur les contrats de location financement du logiciel d'exploitation

Au 31/12/2019, les engagements de location financement d'ADA comprennent les contrats de location souscrits le 1^{er} octobre 2015, à échéance en juin 2021.

Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques de ces divers engagements:

	Contrat de location 1^{er} octobre 2015
Taux moyen annualisé des loyers	10,3%
Loyers à moins d'un an :	
Actualisés	184
En euros constant	203
Loyers à plus d'un an :	
Actualisés	90
En euros constant	109
Valeur initiale de la dette	997
Valeur nette au 31/12/2019	265

Les paiements au titre de la location ont été ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière a été affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.

Les charges financières se définissant comme la différence entre le loyer à payer annuellement (constant sur la durée du contrat) et l'amortissement annuel de la valeur brute du crédit-bail ou du contrat de location.

Engagement sur les contrats de location financement des véhicules de la flotte

Au 31/12/2019, les engagements de location financement d'ADA comprennent les contrats de location souscrits au cours des années 2017 à 2019, à échéance en 2020 à 2022.

Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques de ces divers engagements:

	Contrat de location
Taux moyen annualisé des loyers	2,96%
Loyers à moins d'un an :	
Actualisés	2 930
En euros constant	3 017
Loyers à plus d'un an :	
Actualisés	1 651
En euros constant	1 802
Valeur initiale de la dette	9 759
Valeur nette au 31/12/2019	4 547

Les paiements au titre de la location ont été ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière a été affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant

sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.

Les charges financières se définissant comme la différence entre le loyer à payer annuellement (constant sur la durée du contrat) et l'amortissement annuel de la valeur brute du crédit-bail ou du contrat de location.

Cautions bancaires

Les cautions bancaires reçues par ADA groupe sont listées dans le tableau suivant:

Donneur	Bénéficiaire	Tiers	Motif	Expire au	Montant (K€)
BNP	Trésorerie Clichy	ADA	Impositions contestées	indéterminé	13
BNP	CCIT BASTIA	ADA	Occupation temporaire de domaine	indéterminé	88
SG	TOTAL France	ADA	Cautions de bonne fin	indéterminé	7
SG	TOTAL RAFFINAGE	ADA	Cautions de bonne fin	indéterminé	5
LCL	TOTAL	EDA	Garantie de paiement à 1re demande	indéterminé	4

5.2. Objectifs et politiques de gestion des risques

- Risque de taux :

Les dettes financières du groupe ADA au 31 décembre 2019 sont intégralement constituées par des tirages de lignes spot d'une durée allant généralement jusqu'à 3 mois. Elles correspondent principalement au financement des acquisitions de véhicules particuliers et utilitaires pour une durée de détention respectivement de 6 mois et de 12 mois. Ces tirages portent intérêt au taux fixe de la période.

- Risque de change :

L'essentiel des points de vente est situé en zone euro.

La part de chiffre d'affaires réalisée hors zone euro est donc très faible et le risque de change négligeable. La société n'a pas mis en œuvre une couverture des risques de change.

- Risque sur actions :

Au 31 Décembre 2019, la société ADA ne détient pas d'actions en propre.

Il n'existe pas au 31 décembre 2019 d'investissement en actions (placements ou participations). Ces risques sont très faibles dans la mesure où les placements occasionnels portent généralement sur des actifs monétaires à très court terme.

- Risque de crédit:

	31/12/2019	31/12/2018
Créances clients	43 870	41 441
Autres	22 325	19 626
Exposition maximum au risque de crédit	66 195	61 067

Un comité interne d'analyse et de surveillance des risques notamment les risques d'impayés des franchisés est en place. Le plus important d'entre eux, en termes de chiffres d'affaires, représente au maximum 3,93 % du chiffre d'affaires de l'enseigne.

Tableau de passage des dépréciations :

	Provisions au 01/01/2019	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Provisions au 31/12/2019
Créances clients	9 246		4 233	3 051	10 428
Débiteurs divers	0				0
Total provisions	9 246		4 233	3 051	10 428

- *Risque de liquidité:*

L'essentiel des dettes financières et courantes est à moins de six mois. L'échéancier ci-dessous indique la maturité des dettes sur des intervalles de 6 mois car la majorité des engagements (constructeurs, tirages de lignes SPOT) le sont sur cette durée.

		Echéance non définie	Moins de 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Plus de 1 an	2019	2018
Dettes constructeurs	note 4.11	64	881	395	0	1 340	368
Dettes fournisseurs	note 4.11	15 162	2 334	87	67	17 650	14 457
C/C Groupe Rousselet	note 4.11	11 045	0	0	0	11 045	8 500
Dettes diverses	note 4.11	0	2 482	0	0	2 482	1 280
Dettes financières Ets Crédit	note 4.10	0	15 007	833	2 169	18 009	16 656
Découvert	note 4.10	0	4 708	0	0	4 708	3 400
Total des échéances		26 271	25 412	1 315	2 236	55 234	44 661

La société gère son financement et ses besoins de sortie de ressources par le biais des lignes de crédit négociées, et auprès du groupe Rousselet à travers le compte courant. Les lignes de crédit sont tirées pour une durée de six mois, renouvelables au-delà de 1 an. Il n'existe aucun covenant lié aux emprunts et dettes financières.

- *Risques juridiques :*

Le groupe ADA est engagé dans des procédures judiciaires survenant dans le cadre des activités courantes, et à notre connaissance il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges particuliers qui ne seraient pas couverts par des provisions adéquates, et/ou qui pourraient revêtir une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine d'elle-même et de ses filiales.

Il est précisé qu'en cas de résiliation du contrat de franchise par le franchiseur pour manquement contractuel du franchisé, il n'est dû aucune indemnité par le franchiseur au franchisé, sauf si ce dernier obtient la condamnation judiciaire du franchiseur pour résiliation abusive. De façon générale, il n'est prévu aucun cas de résiliation anticipée, sauf accord amiable et exprès des parties.

5.3. Montants des honoraires des commissaires aux comptes

En application de l'article 221-1-2 du règlement général de l'Autorité des marchés Financiers, nous vous informons que les honoraires des commissaires aux comptes payés au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à 140 K€, contre 144 K€ en 2018.

En K€	Ernst & Young			BDO			
	Montant		Var	Montant		Var	
	2019	2018	%	2019	2018	%	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	Emetteur	100	101	-1%	40	40	0%
	Filiale						
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	Emetteur	0	2	-100%	0	1	-100%
	Filiale						
TOTAL	100	103	-2%	40	41	-2%	

5.4. Evènements importants postérieurs à la clôture

Par décret n° 2020-293 du 23 mars 2020, pris en application de la loi n°2020-290, dite d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid 19, le gouvernement a instauré une période de confinement de la population pour une durée expirant alors le 31 mars 2020 et prorogée à la date du présent rapport jusqu'au 11 mai 2020.

Comme conséquence de ce confinement et partant de la réduction drastique des déplacements, la société ADA a mis en place les mesures nécessaires vis-à-vis de ses franchisés. A ce stade, les impacts de la crise du Covid-19 sur l'activité de ADA ne sont pas chiffrés.

F – Passage des normes IFRS aux normes françaises au 1^{er} janvier 2019

Les ajustements effectués sur les comptes 2018 dans le cadre du passage aux normes françaises ont été subdivisés en deux catégories faisant l'objet de notes explicatives séparées :

- Les retraitements qui ont un impact sur le résultat net consolidé
- Les reclassements qui ne portent que sur des aspects de classification du bilan et compte de résultat

Principaux retraitements ayant un impact sur le résultat net consolidé

Notes sur le passage des normes :

Note 1 : Ecart d'acquisition

En IFRS, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

En principes comptables français depuis le 1^{er} janvier 2016, l'écart d'acquisition est amorti ou non en fonction de sa durée d'utilisation, selon qu'elle est limitée ou non. Les écarts d'acquisition constatés antérieurement au 1^{er} janvier 2016 étaient systématiquement amortis et peuvent conserver le plan d'amortissement initialement adopté.

S'agissant pour ADA d'écarts d'acquisition anciens, le Groupe poursuit l'amortissement selon la durée définie initialement pouvant aller de 25 ans à 40 ans.

L'impact de l'amortissement des écarts d'acquisition sur le bilan d'ouverture 2019 représente une variation négative des réserves consolidées de 1 829 k€ (dont -122 k€ sur le résultat 2018).

Note 2 : Fonds de commerce

En IFRS, les fonds de commerce ne répondent pas aux critères de reconnaissance d'un actif, ils sont comptabilisés en écarts d'acquisition et suivent les règles de dépréciation correspondantes (pas d'amortissement, test de dépréciation annuel).

En règlement 99-02, les fonds de commerce ADA sont comptabilisés à l'actif et amortis linéairement sur 25 ans.

L'impact du retraitement des fonds de commerce se caractérise par une baisse des réserves consolidées du bilan d'ouverture 2019 de 2 380 k€ (dont -138 k€ sur le résultat 2018) et par un reclassement de ces derniers en immobilisations incorporelles pour 11 235 k€.

Note 3 : Crédit-bail

En normes IFRS, les contrats de location-financements sont obligatoirement retraités de façon à constater un actif immobilisé en contrepartie d'une dette financière.

En normes françaises, l'application de cette comptabilisation est facultative (méthode préférentielle), le Groupe ADA a décidé de ne pas la retenir et constate directement en charges externes les redevances de loyers versées au titre des contrats de location-financement.

L'impact de ce retraitement se caractérise par :

- une diminution des actifs immobilisés au 31/12/2018 de 3 822 k€
- une baisse des dettes financières de 3 905 k€
- une baisse des actifs d'impôts différés de 13k€
- une augmentation des réserves consolidées du bilan d'ouverture de 70k€ (dont 20k€ de résultat 2018)

Note 4 : Etalement du chiffre d'affaires lié aux droits d'entrée/territoire

La norme IFRS 15 qui définit les principes de reconnaissance des revenus, a conduit le Groupe à étaler son chiffre d'affaires lié aux droits d'entrée/territoire sur la durée des contrats en faisant abstraction complète des modalités de facturation.

En normes françaises, ce chiffre d'affaires est acquis définitivement lors de sa réalisation contractuelle avec le client. Il convient donc d'annuler l'étalement opéré en normes IFRS, ce qui impacte le bilan d'ouverture 2019 d'une variation positive nette d'impôt de 4 681 k€ (dont + 1 046 k€ de résultat 2018).

Principaux reclassements

Certaines différences entre les normes IFRS et le règlement CRC n°99-02 sont sans incidence sur le résultat et les capitaux propres. Il s'agit principalement de différences de présentation des états financiers.

Ainsi, en IFRS, les éléments d'actif et de passif sont classés en « courants » et « non courants ». Une telle distinction n'existe pas dans le règlement du CRC N° 99-02.

En normes IFRS, certains éléments du bilan ou du compte de résultat peuvent être amenés à être nettés afin de ne faire apparaître que la finalité d'une opération. Ceci n'est pas appliqué en normes françaises.

Note 5 : Trésorerie nette

En normes IFRS, les éléments constitutifs de la trésorerie ou équivalents de trésorerie sont nettés entre soldes débiteurs et soldes créditeurs afin de ne faire apparaître au bilan qu'un actif courant ou un passif courant net.

Note 6 : Reconnaissance de chiffre d'affaires

Les normes IFRS imposent pour les activités rémunérées à la marge, de netter au compte de résultat les produits avec les charges correspondantes, afin de ne faire apparaître que cette marge. Cela se traduit par l'élimination d'une partie du chiffre d'affaires, à hauteur de la charge externe correspondante (Chiffre d'affaire Internet, comptes centralisés, rachat de franchise...). Les dettes et créances afférentes sont également nettées au bilan afin de conserver une cohérence de présentation entre bilan et compte de résultat.

En normes françaises, les produits et charges sont conservés à leur postes respectifs.

Note 7 : Résultat exceptionnel

En IFRS, les « autres produits et charges » du résultat opérationnel comprennent des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatifs qui répondent à la définition d'éléments constitutifs du résultat exceptionnel de la société en application du règlement n°99-02.

7.1- Tableau de retraitements du bilan au 31/12/2018

BILAN ACTIF AU 31/12/2018 AU FORMAT NORMES FRANCAISES											
Eléments du bilan en normes IFRS	Normes IFRS 31/12/18	Retraitements				Reclassements				Normes françaises 31/12/2018	Eléments du bilan en normes françaises
		Amortissement des écarts d'acquisition	Amortissement des fonds de commerce	Crédit-bail	Impact IFRS 15 - étalement droit d'entrée / territoire	Reclassement des fonds de commerce	Trésorerie nette	Reconnaissance chiffres d'affaires	Reclassements divers de présentation		
(en milliers d'euros)		Note 1	Notes 1 et 2	Note 3	Note 4	Note 2	Note 5	Note 6			
Ecarts d'acquisition nets	13 757	-1 829				-11 235				693	Ecarts d'acquisition nets
Immobilisations incorporelles nettes	6 137		-2 380	-408		11 235				14 583	Immobilisations incorporelles nettes
Immobilisations corporelles nettes	7 054			-3 414						3 640	Immobilisations corporelles nettes
Autres actifs financiers non courants	604									604	Immobilisations financières
Actifs d'impôt différé (1)	1 975			-13	-1 899					-63	0
Total actifs non courants	29 526	-1 829	-2 380	-3 835	-1 899	0	0	0	-63	19 520	Total actifs immobilisés
Stocks et en-cours nets	91									91	Stocks et en-cours nets
Avances et acomptes (2)	0								1 697	1 697	Avances et acomptes (2)
Créances clients nettes	34 874							6 567,44		41 441	Créances clients nettes
Autres actifs courants	23 941							-2 619,08	-17 590	3 732	Autres créances d'exploitation
Autres débiteurs (2)	0								15 893	15 893	Autres débiteurs (2)
Charges constatées d'avance	1 330								63	1 393	Comptes de régularisation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43						225			268	Disponibilités
Total actifs courants	60 278	0	0	0	0	0	225	3 948	63	64 514	Total actifs circulants
TOTAL	89 804	-1 829	-2 380	-3 835	-1 899	0	225	3 948	0	84 034	

(1) Eléments n'existant pas en normes françaises

(2) Eléments existant en normes françaises

BILAN PASSIF AU 31/12/2018 AU FORMAT NORMES FRANCAISES											
Eléments du bilan en normes IFRS	Normes IFRS 31/12/18	Retraitements				Reclassements				Normes françaises 31/12/18	Eléments du bilan en normes françaises
		Amortissement des écarts d'acquisition	Amortissement des fonds de commerce	Crédit-bail	Impact IFRS 15 - étalement droit d'entrée / territoire	Reclassement des fonds de commerce	Reconnaissance chiffres d'affaires	Reclassements divers de présentation			
(en milliers d'euros)		Note 1	Note 2	Note 3	Note 4	Note 5	Note 6				
Capital	4 442									4 442	Capital
Primes et autres réserves consolidées	19 911	-1 707	-2 242	50	3 635					19 646	Primes et autres réserves consolidées
Résultat de l'exercice	2 985	-122	-138	20	1 046					3 791	Résultat de l'exercice
Capitaux Propres part du groupe	27 337	-1 829	-2 380	70	4 681	0	0	0	0	27 879	Capitaux Propres part du groupe
Intérêts non contrôlants	0									0	Intérêts minoritaires
Capitaux propres totaux	27 337	-1 829	-2 380	70	4 681	0	0	0	0	27 879	Capitaux propres totaux
Provisions non courantes	75									75	Provisions pour risques/charges
Emprunts et dettes financières (2)	0								20 267	20 267	Emprunts et dettes financières
Dettes financières non courantes (1)	2 391									-2 391	0
Total passifs non courants (1)	2 466	0	0	0	0	0	0	0	-2 466	0	0
Dettes financières courantes (1)	21 556			-3 905		225			-17 876	0	0
Dettes fournisseurs	11 508						2 948			14 457	Dettes fournisseurs
Autres passifs courants	17 397						1 000			18 397	Autres Dettes
Produits constatés d'avance	9 539				-6 580					2 959	Comptes de régularisation
Total passifs courants (1)	60 001	0	0	-3 905	-6 580	225	3 948	2 391	56 080	56 080	Dettes
TOTAL	89 804	-1 829	-2 380	-3 835	-1 899	225	3 948	20 267	84 034		

(1) Eléments n'existant pas en normes françaises

(2) Eléments existant en normes françaises

7.2- Tableau de retraitement du compte de résultat au 31/12/2018

COMPTE DE RESULTAT 31/12/2018 AU FORMAT NORMES FRANCAISES										
Eléments du compte de résultat en normes IFRS	Normes IFRS 31/12/2018	Retraitements				Recassements			Normes françaises 31/12/2018	Eléments du compte de résultat en normes françaises
		Amort des écarts d'acquisition	Amort Fonds de commerce	Crédit-bail	Impact IFRS 15 - étalement droit d'entrée/territoire	Reconnaissance chiffres d'affaires	Résultat Exceptionnel	Recassements divers de présentation		
(en milliers d'euros)		Note 1	Note 2	Note 3	Note 4	Note 6	Note 7			
Chiffre d'affaires	54 652				1 272	35 063			90 987	Chiffre d'affaires
<i>Autres produits d'exploitation (2)</i>	0							8 652	8 652	Autres produits d'exploitation
Achats et variations de stocks	-3 012								-3 012	Achats et variations de stocks
Charges externes	-37 015			-976		-35 063			-73 054	Charges externes
Charges de personnel	-7 300							-271	-7 571	Charges de personnel
Impôts et taxes	-1 558								-1 558	Impôts et taxes
Dotation aux amortissements et provisions nettes	-5 963		-452		866				-5 549	Dotation aux amortissements et provisions
Autres charges d'exploitation (2)	0							-7 641	-7 641	Autres charges d'exploitation
<i>Autres produits et charges opérationnels (1)</i>	4 784						-4 044	-740	0	
Résultat opérationnel	4 587	0	-452	-110	1 272	0	-4 044	0	1 252	Résultat d'exploitation
	0									
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	243								243	Produits financiers
Coût de l'endettement financier brut	-311			149					-162	Charges financières
Coût de l'endettement financier net	-68	0	0	149	0	0	0	0	81	Résultat financier
<i>Produits exceptionnels (2)</i>	0						9 221		9 221	Produits exceptionnels (2)
<i>Charges exceptionnelles (2)</i>	0		315				-5 178		-4 863	Charges exceptionnelles (2)
Résultat exceptionnel (2)	0		315				4 044		4 358	Résultat exceptionnel (2)
Impôts sur le résultat	-1 758							-21	-1 779	Impôts sur les bénéfices
<i>Impôts différés (1)</i>	225			-20	-226			21	0	
<i>Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition (2)</i>	0	-122							-122	Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition
Résultat net consolidé	2 985	-122	-138	20	1 046	0	0	0	3 791	Résultat net consolidé
Résultat revenant aux Minoritaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	Résultat revenant aux Minoritaires
Résultat net part du groupe	2 985	-122	-138	20	1 046	0	0	0	3 791	Résultat net part du groupe

(1) Eléments n'existant pas en normes françaises

(2) Eléments existant en normes françaises

7.3- Tableau de rapprochement des capitaux propres à l'ouverture et à la clôture de l'exercice 2018

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2018						
	Normes IFRS 01/01/18	Retraitements			Impact IFRS 15 - étalement droit d'entrée / territoire	Normes françaises 01/01/18
		Amortissement des écarts d'acquisition	Amortissement fonds de commerce	Crédit-bail		
(en milliers d'euros)		Note 1	Note 2	Note 3	Note 4	
Capital	4 442					4 442
Primes et autres réserves consolidées	19 910	-1 707	-2 242	50	3 635	19 646
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	0	0
Capitaux Propres part du groupe	24 352	-1 707	-2 242	50	3 635	24 088
Intérêts non contrôlants	0					0
Capitaux propres totaux	24 352	-1 707	-2 242	50	3 635	24 088

Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2018						
	Normes IFRS 31/12/18	Retraitements			Impact IFRS 15 - étalement droit d'entrée / territoire	Normes françaises 31/12/2018
		Amortissement des écarts d'acquisition	Amortissement fonds de commerce	Crédit-bail		
(en milliers d'euros)		Note 1	Note 2	Note 3	Note 4	
Capital	4 442					4 442
Primes et autres réserves consolidées	19 910	-1 707	-2 242	50	3 635	19 646
Résultat de l'exercice	2 985	-122	-138	20	1 046	3 791
Capitaux Propres part du groupe	27 337	-1 829	-2 380	70	4 681	27 879
Intérêts non contrôlants	0					0
Capitaux propres totaux	27 337	-1 829	-2 380	70	4 681	27 878